



Déclaration préalable de SUD Éducation 34 pour le CTSD de l'Hérault du 5 septembre 2022

Personne n'a pu rater l'information de ce début d'année scolaire : il manque des enseignant-es. La pénurie est là, bien installée, conséquence prévisible d'un enchaînement de réformes voulues par le gouvernement.

Le même agenda néolibéral continue de s'appliquer depuis des années. Détruire les services publics pour offrir leurs secteurs au marché privé, c'est l'objectif. On l'a vu s'appliquer à La Poste, à France Télécom, à la SNCF ; on en a souffert dans notre chair côté hospitalier lors de la pandémie de Covid, et on s'apprête à en payer chèrement le prix côté énergie avec EDF-GDF.

L'Education Nationale subit elle aussi cette attaque, et il devient impossible de se cacher derrière de la nov'langue pour tenter de faire croire le contraire.

La loi de transformation de la Fonction Publique décidée en 2019 prévoit un recours accru aux contractuel-es. Blanquer a fait en sorte que nous ayons besoin de beaucoup de ces précaires, en enchaînant les réformes destructrices sur l'accès aux études supérieures, sur les concours et le nombre de postes offerts, sur les masters MEEF.

4000 postes d'enseignant-es sont non pourvus à la rentrée. Recrutement et formation à la va-vite, jobdating, petites annonces... Les personnels formés en quatre jours qui prendront très bientôt leur poste ne peuvent pas être considérés comme des enseignant-es. Sinon, à quoi servent les années de formation, de stages, les concours, les études en didactique, pédagogie, gestion de classe ? Disons les choses comme elles sont vraiment : il y aura des adultes dans des classes. Certains élèves auront des enseignant-es, d'autres auront des heures d'étude...

Blanquer a cassé l'Education Nationale. Ndiaye assume d'en faire une garderie. Macron approuve le tout.

La pénurie ne touche pas seulement le personnel enseignant, malheureusement. Nous souhaitons souligner que le ministère n'a toujours rien entrepris pour reconnaître l'importance du métier d'AESH : la grille salariale obtenue par la lutte est déjà obsolète, plusieurs fois dépassée par l'augmentation du SMIC. L'écart entre les échelons sont risibles. Les temps partiels imposés maintiennent ces agent-es dans la plus grande précarité. Enfin les PIAL sont une usine à gaz infernale qui n'existent que pour générer du stress : le stress d'un emploi du temps modifié en permanence, les changements incessants d'accompagnement, les manques liés aux congés maladies et absences non remplacées... Les AESH sont des personnels maltraités, et au-delà de leurs cas, ce sont les familles qui subissent cette maltraitance institutionnelle. L'école inclusive dysfonctionne : même la Défenseure des Droits le dit.

Dans notre académie, les AED ne sont pas en reste : depuis que le décret permettant de leur proposer un CDI est paru, ils et elles sont confronté-es à une grande variété d'interlocuteurs et de réponses négatives étrangement argumentées. Le décret n'est pas à géométrie variable, et les services locaux doivent le respecter, sans ajouter leurs propres conditions. Définir un interlocuteur référent sur le sujet serait un bon début pour améliorer le dialogue avec ces personnels.

Les AED attendent également le versement de la prime REP et REP+ à laquelle ils et elles ont droit, depuis que SUD éducation l'a obtenu en justice. Nous espérons que vos services sont d'ores et déjà formés et préparés pour le versement de la paie d'octobre.

Enfin, la rentrée c'est aussi celle des très nombreux agents administratifs qui travaillent dans les bureaux de la DSDEN et du Rectorat. Nous savons que là aussi les difficultés sont nombreuses, les agents en sous-effectifs, soumis à une immense charge de travail et à beaucoup de pression. Les nombreuses interpellations syndicales que nous adressons pour régler des situations problématiques sont gérées pas des agents qui ne sont pas mieux traités et souffrent des mêmes maux.

Bref, la rentrée 2022 ressemble aux autres rentrées du quinquennat Macron : précarisation accrue pour toutes et tous, casse des services publics, et creusement des inégalités.

Celles et ceux qui décident **ne sont toujours pas** celles et ceux qui subissent. Et ces derniers-ères commencent à s'agacer des trop nombreuses injustices, des trop nombreux affronts qui leur sont faits. **SUD éducation se tiendra à leurs côtés dès le 29 septembre dans la rue !**